Jeunes de cité et contrôle du territoire : le cas d'une cité de la banlieue parisienne

Thomas Sauvadet

▶ **To cite this version:**

Thomas Sauvadet. Jeunes de cité et contrôle du territoire : le cas d'une cité de la banlieue parisienne. Hérodote - Revue de géographie et de géopolitique, 2004, Territoires de pouvoirs en France, 113, pp.113-133. hal-01330862

HAL Id: hal-01330862
https://hal.science/hal-01330862

Submitted on 13 Jun 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Thomas Sauvadet

« Jeunes de la cité » et contrôle du territoire : le cas d'une cité de la banlieue parisienne

Un soir, j'étais avec Brice (22 ans), un jeune d'une cité HLM parisienne où j'ai mené plusieurs années d'enquête (1999-2003). Nous étions dans sa voiture et quelques clients passaient rapidement (Brice est un des plus importants dealers de cannabis de la cité, il vend au détail pour le compte d'un certain Grand Farouk, dont nous parlerons ultérieurement). Brice et moi parlions d'un album de rap qui lui rappelait l'époque où il s'était retrouvé à la rue[1], époque où il commença aussi réellement à vivre du trafic de cannabis. En face de nous, les adolescents de la « bande à Embre » s'échangeaient une mobylette et faisaient des acrobaties. La mobylette appartenait à une entreprise de livraison de pizzas. Coup classique, les membres de la « bande à Embre » avaient commandé plusieurs pizzas, puis avaient dépouillé le livreur. Ils n'avaient pas suffisamment peur pour se cacher, au beau milieu du territoire de leur cité, ils s'exhibaient aux yeux de tous et avaient l'air de se sentir en sécurité, comme s'ils étaient dans une enclave protectrice. Soudain, trois petits sifflements presque imperceptibles dans le flot d'une conversation, furent interprétés par Brice comme le signal qui alerte de l'arrivée imminente de la police. Effectivement, quinze secondes plus tard, un véhicule de police passa et repassa devant nous. Brice déclara :

« Ils doivent chercher quelqu'un à tourner comme ça. Peut-être à cause du livreur de pizza ? Mais ils ont tous eu le temps de bouger de là (la plupart des membres de la « bande à Embre » se sont éparpillés à l'arrivée de la police, en profitant de leur parfaite connaissance du territoire de la cité et de l'avance acquise grâce au « système d'alarme » actif sur le même territoire). *C'est le signal je t'ai dit. Trois petits sifflets comme ça, en général, c'est la police qu'arrive ».*

Moi : « C'était pas aussi organisé avant ? »

Brice : « C'est nous aussi, c'est notre génération, c'est nous qui avons expliqué aux p'tits de faire trois sifflements dès qu'ils voient la volaille (les policiers). »

[1] Brice habitait jusqu'ici seul avec sa mère, qui gagne le RMI et travail souvent au noir. Brice dit que sa mère l'a expulsé pour l'obliger à *« se prendre en main »*. Brice fut ainsi contraint de dormir dans une cave, avant de s'installer pendant une année chez un jeune adulte du groupe *« jeunes de la cité »* qui est un des rares à louer son propre logement. Pendant cette période, Brice gravit les échelons de la vente de cannabis et acquit ensuite suffisamment d'argent pour avoir son chez soi.

Un système « d'alarme » pareil était encore impensable il y a quelques années, pas de manière aussi codée, rapide et efficace. Le contrôle du territoire devient ici un enjeu de plus en plus important qui oblige *« les jeunes de la cité »* à s'organiser.

Mais qui sont ces *« jeunes de la cité »* ? En observant trois cités HLM, j'ai été amené à distinguer les jeunes occupant l'espace public, de ceux l'utilisant principalement comme un lieu de passage. J'ai peu à peu compris que les premiers formaient un petit univers. Il s'agit ici de montrer l'organisation sociale qu'ils construisent, de comprendre pourquoi ils la construisent, ainsi que d'éclairer le contrôle du territoire que provoque cette construction. Mes propos concerneront le cas (relativement « exemplaire ») de « la cité de Brice »[2].

« les jeunes de la cité »

Loin d'être un espace neutre, l'espace public de la cité étudiée apparaît pris dans une logique d'abandon/appropriation. Les adultes, les filles, ainsi que l'écrasante majorité des garçons, y sont comme absents[3]. Désintérêts, craintes réelles et imaginaires, autant d'éléments qui motivent leur conduite. Les habitants extérieurs à cette cité ne se rendent, eux, « jamais » sur l'espace public concerné, ce qui ne les empêche pas de le stigmatiser, racontant par exemple que *« des toxicomanes y agressent les passants avec des seringues contenant le HIV »*, alors que cette rumeur ne fut pas confirmée ni par mes observations, ni par celles des services de

[2] L'anonymat des lieux et des personnes fut jugé nécessaire.

[3] Mais où sont les filles ? Telle est la remarque qui me fut souvent adressée alors que les relations difficiles, les relations d'évitement, entre filles et garçons dans les cités HLM étaient sous le feu de l'actualité médiatique. Certes, il n'y a pas d'autarcie totale, ni d'habitude des violences sexuelles, certes il y a des histoires d'amour, des flirts, mais tout cela est loin de constituer la routine, car il y a un contexte social omniprésent qui juge, qui fait courir des rumeurs, il y a des rivaux qui utilisent en public les histoires d'amour de leur adversaire pour porter atteinte à l'honneur de celui-ci, il y a des filles qui sont surtout des soeurs… La relation amoureuse doit généralement se cacher, comme toutes les autres « faiblesses » trop sentimentales de ce genre. Ainsi, un jeune qui perd sa petite sœur d'une maladie ne fait comme si de rien n'était, deux ans plus tard, la rumeur se propage et ses plus proches copains n'en reviennent pas qu'il ait réussi à cacher ses sentiments si longtemps, qualifiant son attitude de virile (*« c'est un bonhomme ! »*), et affichant leur respect.
Les sœurs n'ont d'autorité que sur les plus jeunes de leurs frères. Elles peuvent s'en occuper, mais rien n'est systématique dans ce domaine, et puis elles ne peuvent pas forcément s'en occuper à longueur de temps, ou autant qu'il le faudrait, ou quand il le faudrait.
Enfin, il faut signaler qu'il existe sur la cité étudiée deux groupes de filles qui restent le plus souvent à distance des *« jeunes de la cité »*. Le premier groupe est constitué de cinq filles d'origine familiale maghrébine ou française, des filles qui habitent dans la cité et dans le même immeuble (ou presque). L'autre groupe est composé de six filles originaires d'Afrique noire ou des Antilles et provenant d'un centre d'accueil situé à côté de la cité. Les adolescents et les jeunes adultes du groupe *« jeunes de la cité »* peuvent flirter en cachette avec ces jeunes filles victimes de rumeurs diverses, ou les siffler dans la rue, ou les « utiliser » un samedi soir pour entrer dans une discothèque. Divers petits trafics peuvent aussi être observables entre garçons et filles (le garçon vend - ou offre - un objet et/ou un morceau de cannabis…).
Nous verrons bientôt que mon propos ne concerne, de plus, qu'une petite partie de la population de la cité étudiée, celle qui est la plus visible sur l'espace public de la cité, ce qui ne veut pas dire que les autres résidents soient totalement invisibles.

police les plus proches. La plupart des résidents de la cité étudiée stigmatise tout autant l'espace public de leur cité, expliquant que s'y retrouvent principalement les *« jeunes paumés »*, les *« jeunes voyous »*, ceux qui donnent une mauvaise image de la cité et de qui il faut se démarquer. D'autres sont plus indulgents mais gardent tout autant leurs distances. Les jeunes qui fréquentent l'espace public de la cité doivent s'adapter à cette situation. De plus, ils se sentent facilement observés, du fait de la hauteur des immeubles.

Information majeure : les jeunes concernés viennent tous de situations familiales relativement précaires (famille nombreuse vivant d'une petite paye d'ouvrier, père au chômage, en invalidité, au RMI ou en préretraite, famille monoparentale vivant principalement de l'aide sociale). Parmi ceux qui vivent avec leur père, un nombre non négligeable ont peur de lui et le présentent comme un « cogneur ». *« Je vais me faire défoncer par mon rep (père) ! »* est par exemple l'expression habituellement employée pour expliquer une impossibilité temporaire à suivre les copains. J'ai ainsi déjà vu des pères venir dans la rue pour agresser physiquement leur fils (leur mettant des gifles, des coups de pied, j'ai même déjà vu un père « braquer » son fils avec un revolver[4]). Tous ces jeunes représentent environ un dixième de la population juvénile masculine totale (ils représentent un groupe d'une petite soixantaine de membres). Mon propos concerne donc un petit monde précis : ces jeunes se connaissent tous (ou presque : il ne faut pas oublier les jeunes enfants et les nouveaux), se donnent des surnoms et organisent des solidarités liées à un cadre commun : la « cité ». Ce territoire représente un support identitaire primordial de leur groupe. Premièrement parce que ce territoire est leur principal lieu de vie. Les jeunes en question le quittent rarement[5], ils ne partent par exemple presque jamais en vacances… Les enfants (qui vont à l'école primaire de la cité) et les chômeurs qui s'enfoncent dans la consommation de drogues n'en sortent parfois que de manière exceptionnelle. *« Tenir les halls »* ou *« les murs »*, *« prendre racines »*, *« galérer »*, *« rouiller »*, *« chauffer l'béton »*, autant de termes et d'expressions qui désignent dès l'adolescence le sentiment d'ennui et d'ancrage territorial. Deuxièmement parce que ce territoire devient le symbole d'une sorte de « communauté villageoise » : tous *« les jeunes de la cité »* s'associent pour faire front commun face à un environnement jugé hostile. Le territoire de la cité devient l'enclave protectrice des *« jeunes de la cité »*.

« Jeunes de la cité » est l'expression qui désigne habituellement le groupe étudié, elle est utilisée aussi bien par des résidents adultes de la cité, que par des policiers, etc., ainsi que par

[4] Il venait d'être alerté par sa femme à propos des 250 grammes de cannabis que leur fils aîné cachait dans sa chambre.

les jeunes de ce groupe[6], alors que les autres jeunes de la cité réfutent le plus souvent cette appellation, expliquant qu'ils ne fréquentent pas le groupe implicitement visé.

En revanche ceux qui se reconnaissent dans cette appellation *«jeunes de la cité»* proclament, leur appartenance à ce groupe mais aussi à un territoire, qu'ils savent pourtant stigmatisé. Tous dénoncent d'ailleurs cette stigmatisation et opposent à ceux qui les considèrent comme des incapables, des « inemployables », les situations flagrantes d'injustice qu'ils subissent (ou estiment subir), les attitudes racistes, les salaires de misère qu'on leur propose... Les plus délinquants affichent aussi des signes extérieurs de richesse (bijoux, voitures…) acquis grâce aux trafics, et en sont particulièrement fiers.

Rejetés, stigmatisés ils s'entraident pour affronter cette situation[7]. Par exemple, on échange des conseils (comment cacher à un futur employeur son adresse ou comment l'assumer…), on raconte des aventures ou des mésaventures exemplaires (contrôle d'identité au faciès tournant ensuite à l'affrontement…), on se met d'accord sur une position commune (par exemple: ne pas accepter les contrôles d'identité sur le territoire de leur cité et profiter de la force du nombre pour intimider les policier), on tente de retourner la stigmatisation contre ceux qui la pratiquent en les ridiculisant (par exemple en soulignant leur couardise et leur étroitesse d'esprit).

Ces jeunes ont de cinq à trente ans. Certes, un enfant de cinq ans est un tout petit garçon, conscient de peu de choses, mais certains (rares, il est vrai), dès cet âge, passent le plus clair de leur temps dans la rue[8] et commencent déjà à explorer le milieu des *« jeunes de la cité »*. Le groupe forme ainsi une sorte de « seconde famille », avec ses *« petits frères »* (biologiques ou « adoptifs ») et ses *« grands frères »*[9]. Presque tous[10] sont intégrés au groupe à partir de l'enfance, c'est à dire qu'ils sont dans la rue presque tout le temps depuis le plus jeune âge. Parfois, certains enfants peuvent être dehors jusqu'à 22 ou 23 heures. La plupart est mal vêtue : pas de chaussettes, chaussures et pull troués… Ils n'ont quasiment pas de jouets (pas de vélo…). Ils sont souvent « dans les pattes » des plus âgés, qui se reconnaissent en eux, leur offrent des petits plaisirs (tour en scooter, glace, bonbons) et s'occupent à leur façon de leur

---

[5] Sur Marseille, j'ai ainsi rencontré un adolescent d'origine comorienne qui habitait Marseille depuis quatre ans et qui n'avait jamais été à la plage.

[6] Voir aussi : J. Bordet, *Les jeunes de la cité*, PUF, Paris, 1999.

[7] Voir à ce sujet le travail classique d'E. Goffman, *Stigmate*, Minuit, Paris, 1975.

[8] J'ai ainsi pu observer que ces enfants pleurent énormément, avant de ne plus pleurer du tout dès qu'ils atteignent 8/9 ans.

[9] Voir par exemple : P. Duret, *Anthropologie de la fraternité dans les cités*, P.U.F, Paris, 1996.

[10] Les autres sont des nouveaux, c'est à dire des jeunes qui viennent d'emménager avec leur famille sur la cité. La plupart du temps, ils viennent d'autres cités et sont déjà familiarisés avec ce mode de vie. Ils s'intègrent très vite (même si cela n'est pas facile) et reprennent leurs habitudes.

« éducation » (apprentissage des techniques de combat, conseils sur la façon d'être et de penser…). Les plus âgés leur assurent aussi des protections physiques face à des résidents ou des commerçants en colère. S'ils apprécient particulièrement quelques uns de ces « petits frères », ils interviennent aussi dès que ces derniers ont un problème grave au sein du groupe *« jeunes de la cité »* : par exemple, lors d'une bagarre entre deux bandes d'enfants, ou lorsqu'un adolescent maltraite abusivement les plus jeunes que lui…

Néanmoins, dans cette « seconde famille », chacun fréquente surtout ceux de son âge. Des groupe de pairs, c'est à dire des « bandes », se forment, et tendent à posséder dès l'enfance leur point de rencontre et leur nom. A partir de l'adolescence, ces bandes possèdent aussi leur spécialisation (consommation de drogues et/ou délinquance et/ou activité sportive). Le territoire de la cité est ainsi découpé en micro-territoires (voir le plan). Ce découpage s'opère en fonction des rapports de force d'ordre physique entre bandes et de l'intérêt relatif de chaque micro-territoire (discrétion du lieu, équipement sportif…) pour chaque bande. Le regroupement de tous les jeunes du même âge, voire de tous les *« jeunes de la cité »*, s'opère dans certaines circonstances : en prévision d'une bagare, à l'occasion d'un tournoi de football.

Dans le groupe *« jeunes de la cité »*, il faut distinguer les membres des «positions centrales», qui forment le leadership, le cadre et la mémoire du groupe, des membres des «positions périphériques». Ces derniers sont un peu moins nombreux que les autres (ils sont une quarantaine), et sont intégrés (partiellement) au groupe à partir de l'adolescence (l'effectif total du groupe atteint donc une centaine de membres). Ils viennent généralement de familles plus favorisées et ne fréquentent pas aussi intensément l'espace public de leur cité (ils ont une scolarité plus longue, bénéficient plus régulièrement d'opportunités professionnelles, et jouissent généralement d'un confort domestique plus important…). Ils sont en fait dans une position intermédiaire, entre les *« jeunes de la cité »* et ceux qui s'en tiennent à l'écart. Au sein du groupe, ils se voient attribuer des statuts de subalterne qui se reflètent dans leur surnom dévalorisant (Mollusque, Gros Pif, La Mouche…) L'intérêt que représente la fréquentation du « groupe » est de se créer un réseau relationnel pouvant être employé de manière défensive ou offensive selon les milieux, sur la cité, au collège... Comme ce sont des adolescents c'est aussi l'opportunité d'expériences plus ou moins défendues (bagarres, consommations et ventes de drogues, «virées» avec la bande…) pouvant servir de «rites de passage» vers l'âge adulte. Mais ils restent à la marge et s'éloignent du groupe avec l'âge.

Chez les membres du groupe en «position centrale», on constate la concentration des relations sociales sur le seul territoire de la cité et cela pour plusieurs raisons : éloignement du

domicile familial[11], déscolarisation[12], chômage[13], faible pouvoir d'achat freinant toute mobilité, et, dans une autre mesure, harcèlement policier et harcèlement des services de sécurité privée hors de la cité[14], discriminations diverses infligées par de simples passants (ex : la jeune fille qui, anxieuse, jette un œil noir en direction du premier *« jeune de cités »* qui croise son chemin).

Ces jeunes ont compris qu'ils traversent les mêmes épreuves (violences familiales, ressentiment envers l'institution scolaire, discriminations à l'embauche, précarité des contrats de travail, discriminations ethniques…) et ont pris conscience de leurs capacités d'action collective (trafics, ou mieux engagement associatif, productions artistiques - groupe de rap). Les *« jeunes de la cité »* forment en quelque sorte une « seconde famille ». Dons, contre-dons, prêts, services divers et usages du crédit, achats, ventes, troques, trafics : autant d'opérations réalisés dans ce contexte de précarité mais où *«tout le monde se connaît»*.

Il se forme aussi au sein de ce groupe une sorte de «communauté culturelle» (codes vestimentaires, linguistiques, artistiques…), à la fois spécifique des *« jeunes de cités »* (rap…) et du lieu (surnoms…). Par exemple, lorsqu'un jeune introduit une mode vestimentaire (qu'il a généralement lui-même repéré sur un jeune d'une autre cité), on en discute, et si les leaders du groupe l'adoptent, tous en font souvent autant. La façon de saluer est, elle, devenue particulièrement codée. Il y a quelques années, seule la traditionnelle poignée de main était utilisée, alors qu'aujourd'hui il existe une multitude de façon de saluer, correspondant à la bande ou à «la cité», et qui évoluent en permanence, comme les surnoms des jeunes.

Ainsi, le groupe des *« jeunes de la cité »* parait formé sur la base d'une association de proximité, qui différencie le « eux » du « nous », d'où le mimétisme verbal, vestimentaire, gestuel, etc. L'appartenance au groupe se montre aussi par une sorte de « solidarité guerrière ». On proclame le devoir de défendre la « réputation » de la cité et on vient à l'aide de ceux du groupe, en s'engageant dans une bagarre collective ou en mettant au point des représailles divers.

Le « capital guerrier », indispensable à l'exercice du pouvoir

[11] Violences verbales et/ou physiques, et/ou surpopulation du domicile familial, et/ou manques divers de ressources matérielles… Ceci entraîne la prédominance socialisatrice de *« la rue »*, c'est à dire de l'espace public. Quand un membre d'une fratrie est intégré au groupe c'est dans 80% des cas toute la fratrie qui est aussi intégrée.

[12] Aucun des jeunes concernés atteint le niveau universitaire.

[13] Le taux de chômage est au minimum de 70% sur la population de plus de 16 ans.

« Enclavés » sur un espace public où ils doivent parader[15], comment les jeunes gèrent-ils les rivalités qui ne manquent pas de les opposer ? Ici le ton monte pour le partage d'une cigarette ou de petits gâteaux, car cela représente les quelques rares consommations qui masquent le désœuvrement. Il y a de plus des logiques de distinction, il y a par exemple des jeunes « intouchables » et des jeunes qui le sont moins, des sportifs au fort caractère et des jeunes dont le physique et l'esprit sont amoindris par leur consommation quotidienne de drogues…

Nous savons parallèlement que les violences physiques (en dehors des plus graves) ont augmenté dans les années 90 et sont concentrées sur le territoire des quartiers pauvres, et notamment sur leur jeunesse[16]. Nous savons par ailleurs que le « capital physique » est un principe fort de classification pour les jeunes hommes issus des classes populaires[17]. Le physique crée une hiérarchie « fort/faible » qui est quotidiennement utilisée. Au sein du groupe étudié, la force fait effectivement le droit, elle fait l'honneur[18]. Séances de musculation, bagarres amicales ou non, intimidations diverses réelles ou ludiques, autant de pratiques presque routinières qui classent les jeunes entre « forts » et « faibles », qui font ou défont ce que j'appelle le « capital guerrier ». L'affrontement physique semble déterminer la hiérarchie sociale. Mais cela n'est pas aussi simple.

Le « capital guerrier » renvoie aussi au *« vice »* (expression des acteurs), c'est à dire à certaines capacités intellectuelles : savoir intriguer, savoir embobiner et manipuler autrui (la fameuse « tchatche »), sont des « qualités » qui font la différence entre les naïfs et les clairvoyants, entre les nouveaux et les anciens[19], entre ceux qui *« connaissent la rue »* et les autres. Ces derniers se font posséder sans s'en rendre compte. Même s'ils sont athlétiques, même s'ils sont bagarreurs, le *« vice »* permet de les *« niquer »* : un terme qui désigne autant la jubilation engendrée par l'escroquerie, que le caractère actif et masculin de l'escroc. Ce *« vice »* s'exprime sur les choses les plus futiles (par exemple, lors d'un séjour organisé, un jeune invente des excuses pour ne pas faire la vaisselle) comme sur les choses les plus graves (par exemple, un jeune vole dans une cave de la cité plus de 3 000 euros de cannabis à un

---

[14] La police ne s'arrête quasiment jamais dans la cité étudiée, acceptant et forcée d'accepter quelques « illégalismes populaires » (M. Foucault, *Surveiller et punir*, Gallimard, Paris, 1975) collectivement défendus.

[15] Il est intéressant de faire un parallèle avec les « jeunes à marier » des communautés villageoises de R. Muchembled : R. Muchembled, *La violence au village. Sociabilité et comportements populaires en Artois du XVème au XVIIème siècle*, Brepols, Bruxelles, 1989.

[16] L. Mucchielli, *Violences et insécurité, Fantasmes et réalités dans le débat français*, La Découverte, Paris, 2002.

[17] G. Mauger, C. Fossé-Poliak, Les loubards, *Actes de le Recherche en Sciences Sociales*, n°50, 1983, p. 49-67.

[18] Pour une approche anthropologique : J. Pitt-Rivers, *Anthropologie de l'honneur*, Hachette, Paris, 1997.

[19] La hiérarchie liée à l'âge peut alors être contrecarrée par celle liée au *« vice »*. Voir aussi à ce sujet : De Latour E., Les ghettomen : les gangs de rue à Abidjan et San Pedro, *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n°129, 1999, p. 68-83.

membre de sa bande qu'il a espionné ou qui a commis l'erreur de lui faire confiance de manière excessive).

Cette intelligence stratégique renvoie surtout aux alliances tissées dans le groupe, qui reposent fréquemment sur la bande et sur une assise familiale du type de la fratrie. Ces alliances créent un jeu complexe où le « capital guerrier » est relatif au « capital relationnel ». C'est là un point capital de la compréhension du milieu étudié : grâce à la force du nombre qu'il implique, le « capital relationnel » est de très loin la forme la plus efficace d'accumulation de « capital guerrier ». Un jeune de corpulence chétive et à l'attitude pacifiste sera par exemple respecté du fait qu'il est « le frère de », ou « le cousin de », ou « le meilleur ami de ». Il sera moins confronté à la nécessité de « faire ses preuves » et sera souvent plus calme, car moins insécurisé. Les petits frères des fratries les plus craintes sont par exemple constamment chouchoutés. A l'inverse, un jeune qui est « enfermé dehors » (comme le dit une célèbre réplique cinématographique[20]) et qui ne bénéficie ni d'un physique imposant ni d'un réseau relationnel protecteur, sera constamment confronté à cette nécessité. Un caractère typique correspond donc à l'image du « petit nerveux » qui exhibe une agressivité tapageuse, étant prêt à outiller sa violence pour venir à bout de ses adversaires (n'importe quel objet peut alors être transformé en une arme redoutable). S'il réussit, le jeune en question se construit une réputation qui peut intimider la majorité de ses « copains ». Ces derniers disent de lui qu'il est *« fou »* (*« ouf »* en verlan), c'est à dire qu'il est « capable de tout » dès lors qu'une rivalité s'enclenche. En conséquence, les autres jeunes évitent d'entrer en rivalité avec lui et se laissent souvent dominer.

Ce type de comportement est bien sûr particulièrement risqué, la solitude est donc ici une marque visible de faiblesse. Les jeunes le savent parfaitement et la violence physique participe, au fil du temps, à la formation de réseaux de défense et d'attaque, ce qui montre son caractère social, c'est à dire sa capacité à lier les individus (ainsi, le terrain étudié n'est pas le théâtre d'affrontements physiques perpétuels).

Le « capital guerrier » témoigne en conséquence d'une certaine ambiguïté. D'un côté, il s'agit de manifester de la défiance, de l'autre il convient de tisser des solidarités pour bénéficier de la force du nombre. Le juste dosage est essentiel. Des leaders trop individualistes, qui méprisaient trop ouvertement un nombre trop important de leurs subalternes, ou des jeunes un peu solitaires qui jouaient abusivement les *« fous »*, s'en prenant à n'importe qui sous n'importe quel prétexte, ont ainsi été bannis du territoire de la cité. Face

[20] Dans le film *« La haine »* de Mathieu Kassovitz.

à des projectiles divers et des combats à cinq contre un, ces jeunes ont dû « prendre leurs jambes à leur coup » et *« les jeunes de la cité »* ne les revirent jamais plus. La violence physique doit correspondre à certaines normes, pour être un minimum comprise et acceptée par le groupe, dans le cas contraire, ce dernier pratique une gestion sociale conduisant à la sanction, voire à l'expulsion, des jeunes dont l'attitude est interprétée sous le registre (scientifiquement infondé) de la « violence gratuite ».

Le comportement des plus importants leaders actuels (délinquants notoires) témoigne de cette complexité. D'un côté, ils imposent brutalement leur autorité, bénéficiant d'une fratrie redoutée, d'un physique imposant et/ou d'une réputation de *« fou »*, de l'autre côté, ils savent se rendre populaires : ils offrent du cannabis[21], ils prêtent un engin de locomotion, ils financent l'alcool « nécessaire » à une fête improvisée, ils servent de « système bancaire » en avançant de « grosses » sommes de marchandises illicites et en créant ainsi des petits entrepreneurs, ils rémunèrent quelques corvées (aller chercher des canettes au supermarché…), ils assurent des protections physiques à leurs protégés, ils arbitrent des conflits internes au groupe et tentent de maintenir une certaine cohésion sociale grâce à une certaine justice sociale[22], ils limitent la délinquance d'expression afin d'assurer une paix sociale minimum qui réduit les plaintes déposées au commissariat par les résidents de la cité. Par exemple, lorsque les adolescents de la « Bande à Embre » et de la « Bédo Connexion » décidèrent de brûler quelques voitures, Grand Farouk et Aziz, deux jeunes adultes à la tête du trafic de stupéfiants, ridiculisèrent leur agitation et éteignirent ainsi leur fougue. Grand Farouk et Aziz régulent certains excès car ils savent parfaitement que ces derniers attirent l'attention de la police, nuisant ainsi au *« business »*. Si l'ascension sociale nécessite l'installation d'une réputation guerrière, une fois au « sommet », le leader doit faire preuve de plus de modération. La violence physique n'a, par exemple, pas besoin d'être employée systématiquement, car une fois que la réputation est établie, la simple menace (gestuelle, verbale, du regard) suffit. Discrète, elle permet d'intimider sans faire perdre totalement la face au jeune dominé. De ce fait, la menace peut être utilisée constamment et à moindre frais, elle

[21] La taille des petits morceaux qu'ils donnent est plus ou moins importante en fonction du lien qui les lie avec le receveur du petit morceau. Il est difficile de l'observer, car les morceaux sont distribués très rapidement et disparaissent tout aussi rapidement dans les poches des receveurs.

[22] Par exemple, lorsque le petit frère d'une des deux fratries les plus craintes produisit des actes de violence jugée « gratuite » (notamment : coups de couteau portés sur un jeune « respecté », suite à un différend à propos de l'utilisation d'un scooter), les grands frères concernés ont frappé puis banni du territoire de la cité leur petit frère (qui est revenu plusieurs mois après). Ils ont ensuite financièrement indemnisé la victime qui ne porta bien sûr pas plainte. Cela n'est pas le seul facteur explicatif de leur comportement (il faudrait rentrer ici longuement dans l'histoire « particulière » de cette famille).

offre par là le moyen d'une gestion sociale quotidienne. Un regard par-ci, une remarque par-là, et la hiérarchie est respectée.

Générosité, capacités dans divers jeux (football…), pratique de l'Islam, succès amoureux, possession de biens valorisés, peuvent parallèlement créer un « capital sympathie » (ou de la jalousie). Mais cela reste secondaire, et quand la compétition s'accroît, une stratégie secondaire semble rarement payante, sauf si elle se convertit en un « capital relationnel », puis en un « capital guerrier », ce qui est loin d'être rare : de nombreux jeunes sont protégés de manière très efficace par un « capital relationnel » qu'ils s'efforcent quotidiennement de maintenir (gentillesse, services, dons, prêts, acceptation d'une place subordonnée, « loi du silence »…).

Mais dans le cas contraire, le jeune « sympathique » devra perpétuellement donner, sans jamais exiger rien de personne. Par exemple, il devra saluer respectueusement des jeunes qui ne lui rendent jamais sa politesse, et ce, sans jamais essayer de les faire changer de comportement par la manière forte. Si des *« jeunes de la cité »* ont ramené d'Amsterdam du cannabis de qualité, il devra patienter pour espérer voir une cigarette lui parvenir, alors même qu'il leur offre régulièrement ses cigarettes…

Ceux qui sortent vainqueurs de ces affrontements se voient donc attribuer différents privilèges. Ils sont *« respectés »* (salutation respectueuse, respect de l'intégrité physique, du confort, des biens et de la bonne réputation…). Ils en font aussi bénéficier leurs proches : par exemple, la sexualité de leurs soeurs est tabou, des jeunes peuvent aider leur père à porter des courses, leurs frères et leurs autres protégés ne sont pas frappés ni volés et de nombreuses cigarettes de cannabis leur sont offertes s'ils se mettent à fumer.

Utile pour se défendre, le « capital guerrier » est indispensable pour conquérir. Il est par exemple incontournable pour qui veut faire carrière au sein de l'économie délinquante, car sinon, les crédits du trafic de drogues ne sont pas remboursés, ou à moitié et/ou trop tardivement, ou pas avec de l'argent (mais avec une paire usée de chaussures par exemple…). Savoir inspirer la peur est donc un enjeu de premier plan pour un dealer. Savoir inspirer la peur permet également de s'accorder des petits plaisirs futiles mais fréquents, comme lorsqu'un jeune s'approprie une bouteille bien fraîche de Coca lors d'un match de football sous un soleil de plomb, ou quand il se balade dans la cité avec une moto volée pendant des heures alors que tous les autres jeunes attendent désespérément leur tour… La liste des exemples pourrait être particulièrement longue. Sans « capital guerrier », aucun jeune ne pourrait faire ce genre de choses quotidiennement.

L'acquisition de « capital guerrier » renvoie donc à de véritables enjeux. Un jeune (Abdelkrim, 21 ans) d'un terrain d'enquête situé sur Marseille explique :

« Quand j'avais 15 ou 16 ans, comment j'étais méchant. C'était l'époque où je me battais avec mon père… et dans la rue… où j'ai dormi dans une cave, où j'ai été éjecté de l'école… Dans la rue, je me battais pour n'importe quoi… pour avoir le respect. Parce que si j'avais pas été une teigne, j'aurais mangé une dépression.[…] Si t'es rien dans la société et rien dans la rue, tu coules rapide. Personne tient le coup. »

Le coût d'acquisition et la conversion du « capital guerrier »

Si des jeunes peuvent éviter de se battre en développant leur « capital relationnel », il faut bien, à un moment ou à un autre de la « chaîne », que quelqu'un exerce une coercition physique, que quelqu'un incarne et assume ce « capital guerrier ». Or, les bagarres diverses débouchent parfois sur des blessures physiques graves. Par exemple, un jeune qui refusait de prêter le scooter qu'il venait de voler s'est battu avec Abdel, ce dernier étant le petit frère d'une fratrie redoutée, le jeune en question l'a immobilisé sans lui faire mal, puis l'a relâché, mais Abdel lui a alors planté par deux fois un couteau dans la cuisse droite, et, dorénavant, ce jeune boite légèrement. Voilà le genre de coût que fait peser la recherche « directe » de « capital guerrier », un coût physique amputant le « capital guerrier » de la victime (ce qui est, heureusement, relativement rare). C'est une prise de risque qui accroît ou atrophie le « capital guerrier », une prise de risque incontournable qui détermine en dernier ressort le « capital guerrier » de chaque jeune et de chaque réseau de jeunes. Cette prise de risque, si elle produit un handicap physique, se répercute bien sûr ensuite dans toutes les formes de vie sociale actuelles et futures des jeunes concernés.

Le recours à la force physique se traduit aussi par l'augmentation des risques d'incarcération dès lors qu'il s'agit d'une relation « groupe/out-group ». Ainsi, des grands délinquants (voleurs et dealers reconnus et souvent admirés) se font incarcérer, non pour leur délinquance d'acquisition, mais pour leur délinquance d'expression : lorsqu'ils frappent un gardien de parc qui les a réprimandés, lorsqu'ils frappent un automobiliste avec lequel ils ont eu un accident. Mais la frontière peut être mince entre délinquance d'expression et délinquance d'acquisition (ou obtention de ressources matérielles autres que délinquantes), car la délinquance d'expression peut créer une réputation « guerrière » qui sera utilisée dans la délinquance d'acquisition (ou dans l'appropriation de ressources matérielles autres que délinquantes).

Pratiquer le recel et/ou le deal peut aussi construire le « capital guerrier » en forgeant une réputation délinquante (dans ce cas, c'est la délinquance d'acquisition qui peut renvoyer à la délinquance d'expression), puisque l'univers délinquant est ici connu pour l'importance qu'il accorde au « capital guerrier ». Cela entraîne de nouveau des risques d'incarcération et cela reste superficiel s'il n'y a pas en plus une aptitude au combat physique qui soit personnelle et/ou collective : il suffit de deux claques en public pour que l'ébauche de « respectabilité » s'effondre.

Parallèlement, le fait d'avoir fait de la prison, est souvent un atout pour l'élaboration d'une carrière délinquante (où, rappelons-le, le « capital relationnel » en lien avec le « capital guerrier » est indispensable), et cela intimide souvent les autres jeunes du groupe *« jeunes de la cité »*, dont la très grande majorité ne connaît pas l'expérience carcérale. Le coût du « capital guerrier » est donc ici « uniquement » lié aux problèmes familiaux, professionnels (dans le domaine de la légalité), voire amoureux, engendrés par l'incarcération. Si l'on se fit aux observations actuelles, l'incarcération serait plus une conséquence de la recherche de « capital guerrier », qu'un réel facteur de « capital guerrier ». Des jeunes qui ont fait de la prison sont ici « soumis » à des leaders qui n'en n'ont jamais fait. Mais, si l'on remonte dans le temps, on constate que les grands frères de ces derniers (les leaders des années 80/début 90) en ont fait et y ont acquis un fort « capital relationnel ». On pourrait donc émettre l'hypothèse que le passage en prison est un « détour obligé » pour accumuler un « capital guerrier » offrant une position dominante dans le groupe *« jeunes de la cité »* (une position qui peut être un héritage en direction des cadets, les « dispensant » de ce « détour obligé »).

Le coût d'acquisition du « capital guerrier » est aussi flagrant dans l'institution scolaire (ici classé ZEP). Lorsque les jeunes se regroupent et/ou sont regroupés dans l'enceinte d'un collège, du fait de leur faible niveau et/ou de l'option linguistique qu'ils choisissent, ils doivent maintenir la « façade » qu'ils arborent habituellement entre eux. Les menaces physiques, voire les violences physiques, peuvent être utilisées comme une réponse aux réprimandes sévères des professeurs, ce qui permet de briller devant les complices issus du même milieu, mais ce qui conduit au « clash » avec l'institution scolaire.

A côté des irruptions de violence et/ou de menace d'ordre physique, il y a les petits problèmes quotidiens : le langage académique de l'institution scolaire est par exemple assimilé à une pratique sexuelle efféminée, à un *« langage de pédés »* jugé déplacé dans le milieu des *« jeunes de la cité »* où est utilisé un langage souvent anarchique, vulgaire, violent, brute, un langage que l'on veut en rupture avec les codes policés d'une société perçue comme hypocrite, c'est le langage d'un monde relégué mais rebelle et qui inspire au moins la peur.

Inspirer la peur provoque une certaine ivresse qui est liée au sentiment de puissance. L'effet de groupe n'arrange rien. Un jeune qui « trahit », c'est à dire qui joue le jeu de l'institution devant ses copains, est alors vite sanctionné par ces derniers. Des expressions comme *« Plaît-il ? »*, ou *« Qu'ouïs-je ? »*, pourront servir dans un premier temps à le ridiculiser. A. Begag et R. Rossini[23] confirment : « En classe, comme dans son quartier, le jeune gagne à se tenir à distance d'une trop bonne maîtrise et d'un trop bon usage de ces codes institutionnels, pour ne pas se trouver marginalisé dans son propre groupe ». Ceci participe à la création de l'échec scolaire, à travers la difficulté de poser des questions, d'utiliser un langage soutenu... Ce fonctionnement, s'il ne date sûrement pas d'hier, semble aujourd'hui très actif. Néanmoins, cela ne signifie pas que le jeune qui possède un fort « capital guerrier » est nécessairement dans une situation lourde d'échec scolaire. Un jeune à fort « capital guerrier » peut s'endormir sur ses lauriers et être moins enclin à faire ses preuves en toutes circonstances. Qui se moquera de lui s'il prend des notes au lieu de chahuter perpétuellement avec les copains ? Personne, normalement. Dans le cas contraire, deux claques et une mise en garde lors de la récréation suffiront. Certains jeunes à fort « capital guerrier » gèrent ainsi plutôt bien ces contradictions et décrochent un BTS. Mais, je pense qu'ils auraient été beaucoup plus loin, s'ils avaient consacré plus de temps à un projet scolaire, étant donné leurs facilités. La plus grande partie de leur énergie était en effet tournée vers le milieu *« jeunes de la cité »*. Impossible pour eux de se tenir éloignés de leur statut au sein de ce groupe, de se tenir éloignés de son actualité… C'est aussi ça le coût du « capital guerrier » : il faut être présent là où il se gagne et se perd quotidiennement de la manière la plus nette, c'est à dire qu'il faut être présent au sein du milieu étudié. Ces jeunes ont d'autant plus de chances de préférer le rôle qu'ils jouent au sein de « leur » cité, qu'ils sentent que leur rôle de « bon élève » est totalement vain. Ils considèrent, dans un premier temps, que *« l'école de la rue »* leur permettra de vivre parmi les défavorisés, alors que *« l'école »* ne leur permettra pas de *« quitter la cité »*.

La déscolarisation entraîne ensuite des impasses professionnelles : rabattus sur les emplois les plus précaires, les plus durs, les plus ingrats, et devant faire face, souvent seuls, aux *a priori* qui pèsent sur leur groupe d'origine (look, vocabulaire et accent des *« jeunes de cités »* faisant souvent penser à la dangerosité et à la stupidité), les jeunes étudiés acceptent difficilement ces conditions de travail, et la soumission hiérarchique qu'elles imposent. Ayant pour certains l'habitude bien ancrée de défendre par la force un « honneur » excessivement

[23] Begag A., Rossini R., *Du bon usage de la distance chez les sauvageons*, Paris, Seuil, 1999.

fragile, ils peuvent par exemple frapper leur supérieur pour une parole déplacée et/ou des heures supplémentaires non payées, provoquant ainsi leur licenciement. Mais pour la plupart des jeunes concernés, il n'y a même pas ces expériences d'exploitation, on leur refuse tout simplement un rôle dans l'économie légale. Le chômage longue durée renforce l'importance du groupe *« jeunes de la cité »*. Deux tendances lourdes sont alors à l'œuvre : d'un côté, certains jeunes s'enfoncent dans la petite délinquance et la consommation de drogues, de l'autre, certains jeunes développent des carrières délinquantes, dans les deux cas, l'enjeu du « capital guerrier » prend une dimension supérieure, utile quotidiennement. Le fait d'être au chômage est donc un facteur favorisant le développement du « capital guerrier ». On peut également constater que, chez une infime minorité, il n'y a aucun effort en direction de l'économie légale une fois la déscolarisation entérinée, car la carrière délinquante est déjà suffisamment amorcée et offre, selon eux, des perspectives plus intéressantes que l'économie légale.

Il est vrai que le « capital guerrier » se convertit de diverses façons lorsque les jeunes approchent de la trentaine et quittent ce milieu. Une infime minorité, mais qui représente une sorte « d'élite sociale », peut intégrer le milieu du banditisme, gardant un lien de plus en plus distant avec le territoire contrôlé. D'autres, comme nous allons le voir, peuvent être employés en qualité de « grands frères ». Ils gardent alors un lien avec « leur » cité, travaillant sur ou à proximité de cette dernière, mais ils tendent aussi à s'en défaire progressivement (recherchant des emplois de bureau mieux payés et moins exposés à une réalité sociale devenue particulièrement fatiguante). Ces deux types de professionnalisation ne s'excluent pas forcément, comme nous le verrons. La grande majorité des jeunes concernés doit, elle, se résoudre à accepter, ou finit par trouver, des emplois précaires caractérisés par une fatigue physique et des prises de risque régulières. Ces emplois sont au mieux des CDD, au pire des emplois non déclarés. Ces jeunes peuvent alors faire la preuve de leur compétence à travers leur grande résistance physique (travail manuel sur des chantiers en plein air…) et/ou à travers leurs capacités à mettre leur vie en jeu (en prenant tous les risques sur la route afin de tenir les délais d'une quelconque livraison…).

Enfin, une infime minorité des jeunes peut sombrer dans la grande marginalité. Les quelques entretiens que j'ai pu faire, montrent que les violences physiques ne manquent pas dans l'univers de ces errants. Tous mettent en avant la nécessité d'être un « guerrier » pour se faire un minimum « respecter ». D'ailleurs, des « ouvriers-de-chantier-ex-jeunes-de-la-cité » disent la même chose lorsqu'ils parlent de leur lieu de travail, expliquant que les rapports de force (notamment d'ordre physique et entre collègues de travail) sont constants et que les plus

faibles se font doublement exploiter : par leur employeur et par leurs collègues de travail (*« ils se font bouffer »* selon l'expression des interviewés : étant systématiquement affectés aux tâches les plus ingrates…)[24].

Le contrôle du territoire

Les jeunes que j'ai étudiés sont une soixantaine. Tous ont des parents et parfois de la famille plus lointaine sur le territoire de la cité. Ils soignent aussi les relations de voisinage de leurs parents. De plus, il y a quelques résidents qui se montrent très sympathiques avec eux, les saluant systématiquement, offrant une cigarette et discutant deux minutes.

Lorsque ces résidents ont un problème quelconque, les jeunes savent rendre service. Par exemple, l'ensemble du groupe fut un jour informé qu'il fallait rechercher le chien perdu de Mme Z., une dame bien connue pour sa bienveillance à l'égard du groupe *« jeunes de la cité »* (elle habite au rez-de-chaussée d'un immeuble dont le hall est occupé par des jeunes et ne se plaint jamais, n'affichant même pas un semblant d'appréhension en passant devant eux) et mère d'un ancien membre de ce même groupe. Le chien fut retrouvé le jour même et Mme Z., qui adore son chien, était aux anges.

Connaître le leadership du groupe assure aussi des protections physiques. Ainsi, les dealers qui s'apprêtent à recevoir des clients extérieurs à la cité donnent souvent à ces derniers des noms de référence (*« Si tu as un problème, dis que tu viens de la part de… »*) et des conseils (*« attend à tel endroit ! »*). .

Grâce à leur attitude, certains jeunes trouvent donc une légitimité à leur présence sur l'espace public de leur cité, ils montrent que celle-ci peut être bénéfique. Ils sont par exemple prêts à faire un travail de maintien de l'ordre. Un « chauffard » qui venait d'emménager dans la cité fut ainsi dissuadé de pratiquer sa conduite routière habituelle sur une petite portion de route bien connue pour ses accidents mortels.

Enfin, les petits et les « grands » délinquants font bénéficier certains résidents de leurs trafics. Le recel des produits « *tombés du camion* » crée des connexions. Les fêtes de fin d'année multiplient par exemple les transactions sur le foie gras et le champagne. Les plus grands délinquants ont alors généralement des stocks à écouler, et chaque membre du groupe *« jeunes de la cité »* peut se transformer en receleur, faisant souvent profiter ses parents et les

[24] Sur la cité étudiée à Marseille, un jeune à fort « capital guerrier » a développé une carrière professionnelle sportive dans le domaine de la boxe : c'est un cas de reconversion de « capital guerrier » qui ne doit pas être le seul aujourd'hui en France, mais cela n'est qu'une hypothèse en marge de mon propos.

parents de ses amis ainsi que les amis de ses parents. Chaque habitant de la cité qui est contacté, peut aussi se fabriquer temporairement un petit réseau de revente, pour rendre service à des amis et/ou pour se faire un petit bénéfice. Ces *« bonnes affaires »* au détriment des grosses chaînes de distribution, ces illégalismes populaires diraient M. Foucault[25], sont facilement tolérées, voire encouragées, et correspondent à des pratiques populaires de « débrouille ».

Mais il y a aussi un côté plus obscur aux relations entre le groupe étudié et les autres résidants de la cité, lorsque les illégalismes populaires précités se tournent vers les classes populaires dont ils sont issus, c'est à dire lorsque le « smicard » se fait rayer sa voiture, ou lorsque les autres jeunes de la cité n'osent plus fréquenter le petit terrain de foot du fait de la présence des *« jeunes de la cité »*. La question de l'occupation des halls est un sujet classique de tensions. A cause des conditions climatiques, ou simplement pour gagner en discrétion, les jeunes en question ont tendance à se replier dans quelques halls d'immeuble, à partir de l'adolescence. Ils peuvent y être nombreux et y rester longtemps, notamment en soirée. Souvent dépourvus d'obligations scolaires et professionnelles, ne pouvant pas rester à leur domicile du fait de problèmes matériels et/ou relationnels, ces jeunes tiennent à « leurs » halls. Quand un hall est occupé, le sous-sol l'est généralement aussi. Permettant une isolation presque totale, celui-ci est apprécié pour cette raison : les passants y sont aussi rares que les courants d'air. Et les gros tuyaux de la chaufferie permettent de se réchauffer. Il faut voir l'air stupéfait d'un habitant quelconque lorsque, sur les coups de dix/onze heures du soir, il entre dans le sous-sol et tombe pour la première fois nez à nez avec une quinzaine de *« jeunes de la cité »*. En conséquence, certains résidents peuvent abandonner leur cave, pour ne pas avoir à s'y rendre (sans compter que les caves sont des lieux où il est déconseillé de mettre des biens de valeur). Il peut arriver qu'un *« jeunes de la cité »* se fasse un lit dans un de ces retranchements abandonnés (lorsqu'il est temporairement ou définitivement exclu du foyer familial, ce qui est rare, et qu'il ne peut dormir ni chez un ami, ni à l'hôtel) ou y entrepose du matériel volé, etc., mais généralement, les jeunes concernés occupent uniquement le hall central du sous-sol, car celui-ci offre le seul véritable « espace de vie » (qui peut être aménagé : canapé, chaîne hi-fi…). La plupart du temps, les jeunes y jouent aux cartes ou à des jeux de société, et font circuler des drogues douces (cannabis, alcool, tabac).

Les habitants de l'immeuble dont le hall et le sous-sol sont occupés régulièrement, n'ont souvent pas de lien avec ce groupe. Sans médiation, ne connaissant presque rien de celui-ci,

[25] M. Foucault, *Surveiller et punir*, Gallimard, Paris, 1975.

ils constatent juste que ce groupe détériore leurs conditions de vie, et peuvent entrer en opposition avec lui lorsqu'un incident les fait sortir de leur frustration contenue. Il s'agit souvent d'hommes dans la force de l'âge.

Leur opposition, si elle devient virulente, est vite interprétée comme un comportement irrespectueux, et des conflits éclatent, souvent au détriment des adultes. Ces derniers peuvent ainsi accumuler encore plus de frustrations et développer alors une certaine perversité. Par exemple, un résident tira un jour sans sommation de sa fenêtre avec une carabine à plomb sur un groupe rassemblé au bas de l'immeuble et qui écoutait à plein volume du rap. Les membres du groupe identifièrent le tireur et lui empoisonnèrent l'existence : pendant que certains l'insultaient du bas de l'immeuble, d'autres lui jetaient des pierres, la porte d'entrée de son domicile fut ensuite « assiégée » » pendant de longues minutes (aucun résident de la cage d'escalier n'osa intervenir), pendant la nuit, sa voiture fut vandalisée (il est taxi : sa voiture est son instrument de travail), et le lendemain sa femme ne pouvait plus sortir pour faire des courses sans être insultée de manière ostentatoire (cela dura plusieurs semaines). Cet homme ne s'opposa plus aux excès des *« jeunes de la cité »*. L'utilisation de sa carabine à plomb était un geste de dernier recours qui lui laissait dorénavant le goût d'une amertume encore plus grande. Il avait auparavant manifesté plus civilement son mécontentement, quand, par exemple, il était venu disputer des adolescents qui s'asseyaient sur le capot de son taxi, ou quand il avait appelé la police car un groupe « squattait » son hall d'immeuble, mais, à chaque fois, son intervention s'était heurtée au refus ou au mieux à une concession extrêmement temporaire de la part des jeunes qu'il incriminait. Ces victimes du groupe *« jeunes de la cité »* s'aperçoivent, si elles ne le savaient pas avant, de sa force de coercition. Celui-ci constitue en effet un rassemblement sans équivalent numérique. Aucun résidant de la cité ne dispose d'un tel réseau d'interconnaissances sur le territoire de sa zone d'habitation. Les résidants n'ont souvent pas de temps pour ça, et privilégient généralement le repli sur le foyer. Ils développent au mieux quelques réseaux de voisinage souvent liés à une cage d'escalier ou à un immeuble. La cité étudiée est souvent une « cité dortoir ». Seul le recours à la police peut alors être utile en cas de conflit avec le groupe des *« jeunes de la cité »*, mais il y a la perte d'énergie, d'argent, de temps, que cela demande, il y a la peur des représailles que représentent les amis des incriminés, qui seront toujours présents sur le territoire de la cité. La victime ne les connaît souvent pas. En revanche, les *« jeunes de la cité »* forme un réseau relationnel où il est facile d'obtenir une multitude de renseignements. Du fait que les jeunes sont nombreux et passent leur temps sur l'espace public, du fait qu'ils enregistrent une foule d'informations sur tous les gens de cet espace et notamment sur ceux de leur micro-territoire

de prédilection, ils forment une « base de données » sans équivalent. L'adresse, le nom, la profession, la famille, les amis, la voiture, la cave, etc., autant de connaissances qui servent à faire pression ou à effectuer des représailles du type de ceux précédemment évoqués. Par exemple, un soir où j'étais en compagnie d'une bande de jeunes adultes dans un hall d'immeuble, une femme d'une cinquantaine d'années vint hurler son mécontentement. Elle lançait des insultes et Thierry, un jeune du groupe connu pour son agressivité spontanée, l'obligea à fuir en utilisant son intimidation physique habituelle. Personne dans l'immeuble ne vint en aide à cette femme[26]. Quelques membres de la bande empêchèrent par contre Thierry de poursuivre la femme concernée jusqu'au palier de sa porte. Thierry était fou de rage, car la femme lui avait craché au visage avant de s'enfuir. Le leader du groupe, appelé Grand Farouk, fut alors très explicite : affirmant que la cité était à « nous », et que ce « nous » était suffisamment gentil comme ça au regard du contexte actuel, en comparaison des « jeunes » des autres « cités », il expliqua au reste du groupe que les habitants de la cité n'étaient pas en phase avec la réalité, car ce « nous » autorisait, ou pas, à résider dans la cité, ce « nous » pouvait expulser n'importe qui. Le leader demanda alors des informations sur la femme qui était venue hurler. *« C'est la meuf qui a la 205 rouge là-bas (montrant du doigt la voiture) »*, lâcha un membre du groupe, *« elle habite au deuxième à côté de l'ascenseur »*, expliqua un autre... La femme en question ne revint plus se plaindre, et le groupe n'exerça pas de représailles à son encontre.

Lors d'une enquête menée par les services de l'office HLM, une demande massive de la population fut d'ordre « sécuritaire », notamment à travers la requête visant à l'installation d'un code électronique sur chaque entrée de hall. Cela fut réalisé, sans provoquer de réel changement. Il est en effet extrêmement facile d'accéder au code d'entrée d'un hall. Pour entrer au sous-sol de chaque immeuble, il a d'ailleurs toujours fallu une clé, et j'ai souvent vu des membres du groupe faire admirer leur trousseau de clés.

La « loi Sarkosy » sur les « halls d'immeuble » n'a pas eu plus d'effets : les jeunes n'ont pas modifié leurs habitudes et les forces de l'ordre ne sont pas (encore) intervenues pour les y obliger, malgré, à un moment, la répétition de contrôles d'identité qui a vite provoqué une tension dissuasive. L'influence du groupe, ou du moins de son leadership, se traduit effectivement à travers un conflit ouvert avec la police dont l'enjeu est le contrôle du

[26] A la décharge des résidents, il faut préciser que ce groupe pousse souvent des hurlements, qui renvoient dans 99% des cas à des choses futiles (partage d'une barre de chocolat, rires provoqués par une bonne blague), et il est difficile de faire la différence entre des hurlements « normaux » et des hurlements signifiant un réel problème.

territoire[27]. Les plus délinquants ont des raisons évidentes d'entretenir cette conflictualité. Pour leur plaire, et/ou pour impressionner le reste du groupe, et/ou pour « venger » la mésaventure d'un de leurs proches, etc., un nombre important de membres du groupe joue un rôle dans ce conflit. Avertir d'une manière ou d'une autre de la présence policière passée, présente, ou future, insulter les membres de cette patrouille, etc., sont des pratiques suffisamment présentes pour compliquer régulièrement le travail des policiers. Ces derniers participent à produire le ressentiment que la plupart des *« jeunes de la cité »* éprouvent à leur égard. Ainsi, lorsqu'une bande de préadolescents cassa la vitrine du supermarché de la cité pour y voler de la nourriture et des boissons, la police malmena peu après trois jeunes adultes qui n'avaient fait que boire du whisky dans un hall d'immeuble : cette interpellation musclée entraîna l'hospitalisation des trois jeunes. Deux ans auparavant, un soir d'été, deux adolescents étaient en train de voler une voiture quand ils furent pris en flagrant délit par une patrouille banalisée de la brigade des stupéfiants, ils prirent la fuite en utilisant l'engin dérobé, mais les policiers ouvrirent le feu et les deux adolescents vinrent s'écraser sur le muret de leur ancienne école primaire. Blessés, ils réussirent néanmoins à prendre de nouveau la fuite en courant se réfugier dans une cave. La scène se déroula sous les yeux de nombreux *« jeunes de la cité »*, qui étaient à proximité de l'action et dont je faisais partie. Arrivés sur le lieu du crash, nous constatèrent que les balles des policiers avaient frôlé la tête du conducteur (les impacts de balle sur le pare-brise avant et arrière en témoignaient), nous comprîmes que ce dernier aurait pu mourir pour un simple vol de voiture. Ce genre d'événement, comme le précédent, développe un ressentiment collectif qui soude les *« jeunes de la cité »*.

Certains commerçants de la cité sont aussi amenés à se représenter les *« jeunes de la cité »* comme un groupe intimidant. La boulangère du coin se heurte aux vols et aux représailles (tags sur la vitrine…) des bandes d'enfants (d'une en particulier), le gérant du petit supermarché se trouve dans la même situation, mais pas qu'avec les enfants. Néanmoins, le plus flagrant est le restaurant de sandwichs et le café, deux lieux de vie appréciés par les jeunes adultes du groupe. Le propriétaire du café a par exemple été obligé de faire de multiples concessions. D'abord, l'appropriation des lieux par ce segment de clientèle aux heures d'affluence où les chômeurs rencontrent ceux qui reviennent du travail : les tables et les chaises sont alors monopolisées par les jeunes, même s'ils ne consomment que quelques

[27] Sur l'appréhention de la police comme une bande rivale à repousser hors du territoire, voir par exemple : J-M. Renouard, Les relations entre la police et les jeunes : la recherche en question, *Déviance et société*, vol. XVII, n°4, 1993, p. 419-438. M. Esterle-Hedibel, Policiers et jeunes de banlieue, *Panoramiques*, n°33, 1998, p.176-185.

cafés et que leurs hurlements peuvent empêcher toute autre conversation à l'intérieur de l'établissement. Ensuite, l'usage du crédit : une « ardoise » permet d'établir de la souplesse dans le mode de paiement. Puis, la souplesse s'étend jusqu'à effacer certaines dettes non payées. Parallèlement, la « tolérance » recommande d'accepter (parfois du moins) la consommation et la vente de cannabis à l'intérieur de l'établissement. Récemment, le café est devenu la propriété légale d'un des deux principaux dealers de cannabis du groupe *« jeunes de la cité »*.

L'autre principal dealer de cannabis est depuis quelques années un animateur qui travaille pour le centre social municipal implanté sur le quartier. Face au « turn-over » des animateurs et aux dégradations matérielles, la politique de recrutement se veut « de proximité » (les «grands frères») depuis la deuxième partie des années 90. L'animateur concerné, qu'on appellera Grand Farouk, est en effet très efficace : un geste, un regard, lui suffit à calmer les velléités des utilisateurs de l'infrastructure du centre, un centre qui a coûté plusieurs centaines de milliers d'euros, et où les *« jeunes de la cité »* sont à la fois les plus nombreux et les plus difficiles à gérer. La municipalité communiste est passée à droite en 2001, la politique de recrutement précitée n'a pas été remise en cause, par contre des associations ont perdu leurs subventions et un projet de police municipale a vu le jour.

Grand Farouk est aussi très proche des associations fondées par d'autres *« jeunes de la cité »*. Il sert régulièrement d'intermédiaire entre ce milieu associatif et la municipalité, il influence ainsi la répartition des subventions. L'autre « leader-dealer », Aziz, profite aisément des ressources du centre social. Par exemple, lorsqu'il entend que des places pour un match de football au Parc des Princes sont à la disposition du centre social, il en récolte une bonne dizaine et organise un déplacement jusqu'au « Parc » avec ses amis les plus proches, qui pourront parfois revendre quelques places devant le stade, alors que d'autres *« jeunes de la cité »* digéreront leur déception de n'avoir pas pu acquérir une place.

La « politique des grands frères » intéresse aussi les entreprises privées qui opèrent sur le territoire de la cité, ou à proximité, ou en lien avec la population *« jeunes des cités »*. Un centre commercial non loin de la cité a ainsi embauché en CDD un « grand frère » comme vigile. Avoir un fort « capital guerrier » sur le territoire permet en effet de sécuriser les activités se déroulant sur ou à proximité de ce territoire, sans nécessairement avoir à produire des actes violents, la réputation du « capital guerrier » assurant (temporairement du moins)

une autorité sur les « fauteurs de troubles » les plus habituels[28]. Mais si le vigile en question peut imposer son charisme à une multitude de petits voleurs, que peut-il faire contre les leaders de son groupe de *« jeunes de la cité »* ? Mustapha, un jeune adulte « classé » juste derrière Aziz et Grand Farouk, ne se gêne pas pour se servir.

Ce contrôle du territoire est aussi revendiqué de manière artistique. Un groupe de rap, distribué en FNAC à une période et appartenant au groupe, proclame ainsi que « leur » cité les constitue autant qu'ils la constituent. Au centre social, où est installé un studio amateur d'enregistrement, les adolescents du groupe se fendent également d'un rap sur *« leur »* cité. Le tag et le graph servent aussi à symboliser l'identité du groupe, à l'affirmer aux yeux de l'extérieur. *« Baise la B.A.C* (brigade anti-criminalité)*, ici c'est chez nous »*, le nom de la cité suivi d'un qualificatif du type *« Shit Squad »* (la bande du « shit ») ou *« Criminels Boys »*, etc., sont autant d'écrits (en lettres taguées) qui racontent le lien réel et imaginaire que les jeunes concernés entretiennent avec le territoire de leur zone d'habitation. Sur le mur de la chaufferie centrale, un graph représente une jungle que surplombent quelques bâtiments, eux-mêmes surplombés par un jeune à l'allure bravache et à la taille démesurée.

Ces pratiques artistiques peuvent néanmoins être légèrement méprisées par certains membres du groupe (par exemple, il ne faut pas demander à Grand Farouk s'il est un *« Criminel Boy »* !). Ces pratiques sont, il est vrai, souvent l'œuvre de l'adolescence et prennent un côté puéril lorsqu'arrive le jeune âge adulte, et notamment lorsque la délinquance d'acquisition essaye d'étouffer la délinquance d'expression. Malgré tout, l'expression artistique est représentée chez les jeunes adultes par quelques rappeurs (le groupe de rap précité) qui gravitent autour de Grand Farouk sans être réellement engagés dans une carrière délinquante.

Conclusion

Précisons que malgré ces formes de contrôle social et d'affirmation identitaire, la majorité des résidants de la cité n'a qu'une vague idée de ce qu'est ce groupe. Ils ne fréquentent pas l'espace public de leur cité, n'ont pas leur hall d'immeuble squatté (sur vingt-trois halls, seuls cinq sont régulièrement occupés)… Certains seront confrontés à la réalité décrite (parfois de manière positive avec l'accomplissement de petits trafics mutuellement avantageux, ou de simples services), d'autres pas, ce qui peut expliquer des discours très différents. Bien sûr, il y

[28] Je ne veux pas dire que la « politique des grands frères » repose uniquement sur la dimension du « capital guerrier », mais je crois qu'elle gagne à être parfois replacée dans ce contexte, notamment sur la cité ici présentée.

a en plus un fantasme d'insécurité qui vient complexifier l'analyse en étant moins basé sur l'expérience que sur l'imaginaire.

Il n'en reste pas moins que le territoire de la cité devient un support identitaire majeur pour plusieurs dizaines de jeunes : ayant parfois de gros conflits relationnels au sein du foyer familial, ne bénéficiant pas d'une copie du confort domestique bourgeois, n'étant ni vraiment dans le système scolaire, ni dans l'emploi, n'ayant pas le pouvoir d'achat nécessaire pour consommer ou étant victimes de discriminations à l'entrée des « temples de la consommation », subissant des contrôles policiers dans les quartiers « branchés » de la capitale et dans les centre-villes des environs, le territoire de leur cité est leur espace de vie.

Mais cet espace leur est en fait largement abandonné et subit parallèlement une forte stigmatisation. Dans cette situation, toutes les conditions sont réunies pour que les jeunes soient forcés de s'approprier cet espace, son stigmate, et qu'ils en fassent le symbole de leur identité collective, voire personnelle, développant des solidarités avec ceux qui subissent les mêmes injustices.

Ce qui est ici particulièrement étonnant est la façon dont la solidarité se conjugue avec la rivalité. Le mode de fonctionnement interne est en effet relativement brutal, l'honneur va au plus fort et le plus faible est « piétiné » de multiples manières. Le recours à l'institution policière et judiciaire est parallèlement une transgression très grave qui provoque des réactions qui ne le sont pas moins. Mais cette violence, qui fait des perdants et des gagnants plus ou moins « exemplaires », crée aussi du lien à travers la formation de « solidarités guerrières », d'alliances protectrices diverses et variées. L'enjeu des rivalités internes est de taille : *« Si t'es rien dans la société et rien dans la rue, tu coules rapide. Personne tient le coup »*, disait précédemment Abdelkrim.

Progressivement, l'organisation sociale des *« jeunes de la cité »* se complexifie, son influence s'étend sur le territoire de la cité. Des jeunes moins défavorisés (les « positions périphériques ») s'associent partiellement et temporairement à ce groupe, gonflant l'effectif du groupe concerné à une centaine de membres. Le leadership délinquant accroît ses débouchés et développe une respectabilité et une influence plus importantes, notamment en contrôlant le café de la cité (ce commerce légal qui est un lieu essentiel de socialisation pour quelques hommes de la cité) et en contrôlant une partie du travail de prévention municipale.

L'analyse de ce type de situation doit prendre en compte le facteur temps. Dix années d'expérience de la relégation n'est pas la même chose que vingt ou vingt-cinq ans, et demain trente ou quarante ans, de cette même expérience. Les petits frères des usagers/revendeurs des années 80, sont aujourd'hui souvent des jeunes adultes qui dealent sans consommer le produit

qu'ils vendent, ils bénéficient de l'expérience de leurs grands frères, du capital relationnel et du soutien physique de ces derniers, du moins de ceux qui ont survécu à l'héroïne, au sida, aux réglements de compte... Aussi désorganisés que puissent paraître ces jeunes, leur expérience de la relégation tend à développer des tendances autogestionnaires à l'échelle du territoire de la zone d'habitation. Ce territoire devient en partie une enclave protectrice, qui est défendue comme telle, et qui ouvre la voie au développement de pratiques populaires de « débrouille », mais une enclave protectrice qui offre finalement une voie délinquante où très peu d'acteurs peuvent réellement *« s'en sortir »*, et même ces derniers peuvent tout perdre du jour au lendemain, du fait des risques encourus. De plus, cette ascension se fait en grande partie au détriment des autres *« jeunes de la cité »*, ceux qui vendent au détail et consomment du cannabis, ceux qui s'enlisent dans la petite délinquance et dans la consommation de drogues.

Néanmoins, le leadership du groupe sait aussi se rendre populaire, et a acquis aux yeux des siens une légitimité locale, en procédant par exemple à des redistributions de richesses ou en assurant un certain maintien de l'ordre et des protections diverses. Les autorités doivent savoir composer avec lui. Par exemple, incarcérer Aziz ne serait pas forcément une bonne chose, car d'autres leaders plus violents (comme Mustapha) prendraient immédiatement sa place. Rechercher l'élimination du « noyau dur » de ce groupe, c'est à dire ses leaders, est un leurre si on ne cherche pas à comprendre le processus qui a conduit à leur formation et qui conduira à leur reproduction, si on ne veut pas voir le rôle positif qu'ils peuvent par moment avoir et si on n'analyse pas les ressorts de ce qu'on doit appeler un processus de ghettoïsation. On s'engage alors dans une spirale de la violence liée à la montée de la répression pouvant peut-être conduire à transformer une démocratie boiteuse en un système carcéral : à l'image du « modèle » américain[29]. Ce modèle est une réponse « efficace » uniquement sur le court ou moyen terme, car la politique sécuritaire actuelle se condamne « à creuser une contradiction entre l'exercice d'une autorité sans faille en restaurant la figure de l'Etat gendarme pour assurer la sécurité civile, et un laxisme face aux conséquences d'un libéralisme économique qui alimente l'insécurité sociale[30] », puis génère de l'insécurité civile…

[29] Voir à ce sujet : L. Wacquant, *Les prisons de la misère*, Raisons d'agir, Paris, 2000. M. Davis, *City of Quartz. Los Angeles, capitale du futur*, La Découverte, Paris, 2000.
[30] R. Castel, *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Seuil, Paris, 2003.